

possibilités d'expansion. Ils ont considéré l'augmentation du prix de pétrole en 1979 comme une entrave à la plus grande partie des progrès réalisés dans l'amélioration de la balance commerciale à l'échelle mondiale.

Aux Sommets précédents, on s'était surtout préoccupé des politiques de gestion de la demande et, en particulier, de la nécessité d'une meilleure coordination de ces politiques. A la différence des autres Sommets, les hommes d'Etat réunis à Tokyo se sont intéressés bien davantage aux politiques macro-économiques destinées à réaliser un ajustement de structure. En favorisant à la main d'oeuvre et au capital, on a voulu accroître l'importance accordée à l'objectif à moyen terme.

Le Canada convint, en accord avec les autres participants, d'une stratégie commune pour résoudre les problèmes de l'inflation, de la cherté du pétrole et de sa pénurie. On s'entendit sur l'urgence de réduire la consommation de pétrole et d'accélérer la mise au point d'autres sources d'énergie. Dans ce cadre, chaque pays participant convint de mesures précises d'importation pour réduire l'utilisation du pétrole. On fit part du projet de création d'un organisme représentatif au niveau supérieur, qui serait chargé de contrôler le respect des engagements à cet égard.

Par ailleurs, il y a eu accord sur les points suivants: l'ouverture d'un registre des transactions pétrolières internationales pour freiner la spirale des prix du marché au comptant; l'utilisation accrue des sources d'énergie autres que le pétrole; des mesures d'accélération de la mise au point et de l'application commerciale de nouvelles technologies de l'énergie; l'importance d'améliorer la productivité à long terme et la capacité d'adaptation des économies des pays participants; la nécessité de donner suite aux accords conclus au Tokyo Round; la lutte contre le protectionnisme et le renforcement du GATT; l'augmentation de l'aide financière aux pays moins avancés; le besoin de tenir tout spécialement compte, dans les programmes d'aide, des pays les plus défavorisés; l'urgence d'une coopération avec les pays les moins développés pour résoudre le problème de la faim et de la malnutrition; enfin, l'impérieuse nécessité d'aider les pays défavorisés à exploiter leur potentiel énergétique.

Venise, juin 1980

La réflexion et les délibérations y ont surtout porté sur le prix de l'énergie et les possibilités d'approvisionnement, compte tenu de leurs répercussions